



Rapport introductif
29^{ème} congrès de l'UD Cgt 63
13 et 14 avril 2017
Julien PAULIAC, Secrétaire Général

Seul le prononcé fait foi

Depuis janvier 2014, évoquer en long, en large et en travers le mandat qui vient de s'écouler du côté de l'Union Départementale n'est pas un exercice facile à faire.

Pour ce début de congrès, un moment de bilan s'impose et comme ces dernières années, pour nos congrès ou comités généraux de l'UD, plusieurs rapports "spécifiques" vont vous être présentés, par moi de manière générale et plus spécifiquement ensuite avec Caroline sur les questions de Vie syndicale, Sylvain sur la communication et Dominique sur notre activité juridique, pour la défense des droits et libertés et une partie supplémentaire sur la représentativité...

Ces bilans, ces interventions constituent ensemble le rapport d'activités du mandat écoulé, présenté donc, par une partie des membres du Bureau.

Comme rajouté à l'ordre du jour, après un oubli, à l'issue du débat qui suivra nos interventions, les délégués seront appelés à voter le rapport d'activité, dans son ensemble.

Les autres camarades du Bureau, Marc, Cathy, Rosa et Manu, présents dans la salle et pas à la tribune à cet instant ont évidemment compté dans l'activité de la Cgt, au quotidien et quasiment chaque semaine lors de nos réunions de Bureau du lundi matin. Il et elles ne rapporteront pas, mais sans eux et sans elles, nous n'aurions pas mené l'activité à 3, à 4 ou à 5. La Cgt, c'est des collectifs, au travail, dans les structures... sinon ce n'est pas la Cgt... ou du moins il en manque un bout.

Philippe a été membre du Bureau de l'UD également. Philippe BONNET, je ne peux l'oublier ici, a fait le choix de quitter ses responsabilités, confiées par nos congrès depuis 2003 au sein de la Direction de l'UD, à la CE puis au Bureau.

Il aurait certainement eu la charge de présenter une partie de ce rapport d'activité, notamment sur l'activité de formation syndicale qui a été une de nos priorités et à laquelle il a participé à donner une sacrée impulsion sur ce mandat... et pour la suite.

Comme avec beaucoup d'autres, des femmes et des hommes qui composent notre Cgt, j'ai adoré militer, m'enrichir, discuter, monter dans les tours parfois aussi, construire, peaufiner, décider et agir avec Philippe, comme avec les autres camarades.

Mais à la Cgt, le gros temps est parfois si violent, l'activité si intense qu'on peut y perdre des forces dans les batailles revendicatives, dans le soutien aux luttes, dans les échéances syndicales aussi. Les enjeux sont lourds, ce que nous faisons n'est pas un jeu ; le syndicat, la Cgt particulièrement, a des responsabilités et ce sont ses militant-e-s, ses mandatés, ses élu-e-s qui assument ces responsabilités, très exigeantes si l'on a cœur de faire progresser la Cgt, dans sa démarche de classe et de masse.

Et ce n'est pas tous les jours simple en interne. Chacun vit des choses, dans son syndicat, dans sa FD, dans son UL... l'Union Départementale n'est pas épargnée.

Malheureusement, pour côtoyer pas mal de camarades, il est à souligner que quelques un-e-s, trop à mon goût, que quelques un-e-s de nos camarades craquent... ou croulent... je ne sais pas trop comment qualifier la chose. Nous avons non seulement à soutenir chacun-e de nos camarades mais aussi à faire en sorte que la relève s'organise, en laissant aux jeunes, mais pas seulement, la possibilité d'assumer mandats et responsabilités syndicales.

Sur ce mandat, sans pouvoir le chiffrer, nous voyons avec satisfaction l'émergence de quelques jeunes militant-e-s, au Commerce, à l'AIA, à l'agglomération de Clermont, dans l'énergie, la sécu, les métallos, bref... un peu partout, l'espoir de la lutte est là.

Au cœur de l'UD toujours, pour quelques chiffres dans mon bilan (beaucoup moins que les autres camarades...) la Commission Exécutive de l'UD s'est réunie, les 1er mardi du mois en général, 42 fois, avec un taux de participation moyen de 54% des 51 camarades élu en 2014 à la CE, soit une moyenne de 27 participants.

Pour le Bureau de l'UD, nous comptons environ 120 réunions sur le mandat, sur la base d'une matinée tous les lundis... sauf exceptions, liées à la lutte ou aux agendas des uns et des autres, des exceptions parfois successives et handicapantes pour le travail collectif, mais c'est ainsi.

Voilà pour un rapide tour de ce cercle engagé que peut être un Bureau d'UD ou une Commission Exécutive d'Union Départementale. Que les camarades qui y ont agi en soient ici remercié-e-s.

Pour celles et ceux qui ne sont pas candidat-e-s sur le prochain mandat, en les invitant à garder le pied à l'étrier, qu'ils et elles se disent bien qu'en cas d'ennui ou de bonne volonté, il ne faut pas hésiter à contacter l'UD, ou une de nos Unions Locales. Pour tout coup de main, sur le fond ou sur la forme, le matin ou le soir... en été comme en hiver, y'a de quoi faire pour agir !

Avant de rentrer dans quelques détails, permettez-moi de saluer enfin, c'est important, l'ensemble des camarades, militant-e-s, syndiqué-e-s et salarié-e-s avec qui nos chemins se sont croisés, dans un bureau, dans la rue, dans les actions ou les AG. Il est important pour moi de saluer tout ce "monde" pour l'enrichissement individuel et collectif, les richesses d'échanges, de constructions et de mises en œuvre de notre démarche syndicale.

Important de saluer tout ce monde, parce que c'est avec elles et eux qu'on trouve des forces, notamment celle de lutter, les forces pour s'engager quotidiennement, pour faire valoir nos propositions et agir pour une transformation progressiste de la société, avec notre détermination de conquêtes sociales.

Faire le bilan d'activités, c'est aussi regarder la Cgt aujourd'hui, où on en est.

La récente mesure de représentativité des organisations syndicales est un des paramètres à regarder. Dominique reviendra plus en détail sur ce point, mais les filtres médiatiques témoignent d'une vive satisfaction des grands canaux d'infos, détenus par quelques ennemis de classes avérés, Dassault, Lagardère, Bouygues et consorts, amis de quelques dirigeants politiques en responsabilité, en "retraite" ou en lice aux prochaines élections...

Une chose est sûre, la Cgt est toujours là, même en 2^{ème} place, avec 80000 voix de retard dans le privé.

La CFDT aussi est toujours là, glorifiée de cette nouvelle donne, avec un poids relatif à plus de 30% pour les négos nationales dans le privé.

Mais s'il est clair qu'on ne joue pas dans la même cour, (passez moi l'expression...) et sans présager de ce que pourrait être l'avenir ou la conduite de la CFDT et de ses alliées en fonction des résultats politiques... nous aurons, à l'entreprise, dans les branches ou sur le département à travailler au rassemblement des salarié-e-s et certainement à nous poser, ici ou là, la question de l'unité syndicale.

Si le clivage semble grand, l'unité des travailleurs et leur rassemblement est indispensable. Si la distance est prise avec la CFDT, par exemple sur le département, ce n'est pas le cas dans toutes les entreprises, en témoigne les mobilisations chez Hop ou au Conseil Régional.

Pour le poids de la Cgt, l'enjeu évident est devant nous : nous devons reconquérir cette 1^{ère} place dans le secteur privé, dans 4 ans, c'est une nécessité, dans l'intérêt des salariés, pour nos intérêts de classe.

Les résultats par branches confirment la Cgt devant... et nous devrions avoir les résultats par département et par région, peut-être aujourd'hui.

Le scrutin des TPE est un scandale, bien organisé, avec seulement 7% de participation au national, même à 20 points devant la CFDT, l'écart de voix ne permet pas d'atteindre le niveau de 2012. Mais Domi reviendra avec plus de précisions sur cet élément qu'est la représentativité.

Depuis 3 ans, pas facile non plus de faire le point rapidement sur ce qu'a été notre action, sur les 3 dernières années du quinquennat de François HOLLANDE.

Hollande accéda au pouvoir en 2012, après que nous ayons subi les foudres de la droite de SARKOZY... Certes, il fallait battre cette droite, mais nous, à la Cgt, nous mettions aussi en avant le risque de l'illusionnisme avec cette alternance "à gauche" et avec toute la méfiance et les inquiétudes quant aux grands écarts possibles entre les promesses, les engagements et les actes.

La finance l'a emporté, et vite. Son ennemi du Bourget s'est vite rangé dans le rang... à moins qu'il ne soit en fait qu'un traître de plus, bien équipé de ces communicants et ministres de tous horizons, dont le jeune Emmanuel MACRON, fieffé libéral.

En 2014, on venait d'essayer la loi dite de sécurisation, loi de 2013, issue de l'ANI de 2012, sorti lui-même de la conférence sociale de 2012, ANI donc négociations entre partenaires sociaux et le MEDEF a trouvé déjà de bons alliés, qui auront été dernièrement jusqu'à permettre à leur manière la promulgation de la scélérate loi El Khomri.

Faute de sécurisation des parcours professionnels, cette 1^{ère} loi posait les bases de la suite, pour favoriser les licenciements, poursuivre l'élan des exonérations de cotisations sociales, mener une politique de contrition des salaires et de précarisation dans de nombreux secteurs professionnels.

Depuis le 28^{ème} congrès de janvier 2014, la suite a été conséquente, en matière de réformes antisociales, accompagnées du pacte de responsabilité et de solidarité, annoncé le 31 décembre 2013 et bien, le tout bien emballé par un déni de démocratie, des passages en forces au parlement et un mépris envers celles et ceux qui luttèrent pour refuser cette fatalité, pour stopper le dumping social, ceux qui luttèrent aussi en portant d'autres alternatives, pour le code du travail, pour réduire le temps de travail pour mieux le partager, pour une autre répartition des richesses, ceux qui ont compris que leurs solutions ne marche pas, que leurs crises leur permettent de faire de bonnes affaires.

Sans rentrer dans les détails, nous savons ici toutes les conséquences que vivent les salarié-e-s et celles qui vont se rajouter dans les prochains mois, avec les entrées en vigueur, au fil du temps, des lois REBSAMEN, MACRON, EL KHOMRI, avec aussi une nouvelle convention chômage que la Cgt ne signera pas, le patronat ayant réussi à faire supporter aux demandeurs d'emploi les économies voulues pour les caisses de l'UNEDIC. Là encore, il se trouve des syndicats de salarié-e-s qui acceptent ce genre d'accords... et là, Force Ouvrière rejoint la CFDT sur le banc des signataires.

Dans les branches, les conventions collectives sont revues à la baisse par le patronat, toujours sous le sceau de la compétitivité... bien loin de la responsabilité sociale des entreprises.

Toute cette déréglementation est évidemment exercée dans le cadre d'une action globale et cohérente, permettant de détricoter les droits sociaux et de mieux mettre en compétition les travailleurs, stigmatisant de surcroît les privés d'emploi, poursuivant les attaques contre la sécurité sociale. Hollande aura là réussi un coup de force, au service de capitalisme, en crise.

Dans le même temps, l'emploi industriel continue de régresser et les services publics d'être dépecés, voire bradés à de grandes entreprises multiservices.

Dans la poursuite de 5 ans de droite dure... d'autres lois dévastatrices ont été vendues et adoptées à grand renfort de pédagogie sur les ondes et les journaux. Des lois qui rajoutent un échelon au recul de notre société, avec la Loi Tourraine, Ministre de la santé et suite de la loi Bachelot bouleversant l'accès aux soins et les conditions de travail des personnels. Il y a aussi les réformes territoriales dans la suite des projets des précédents présidents et gouvernements, la suite la décentralisation pour le désengagement de l'Etat, qui conduit à l'éloignement des centres de décisions et des services publics, au bouleversement des institutions, associations et organismes et cela impacte les syndicats et notre activité sur le territoire. Clermont n'est plus capitale de région, et ça se voit, avec des conséquences importantes pour tou-te-s.

La liste est encore longue, mais nous ne sommes pas sur une journée d'étude du contexte, mais sur un bilan de l'activité syndicale et l'actualité sera aussi traitée demain matin, ensemble.

Je laisse à Hollande et Valls... enfin, non, Cazeneuve, faire leur bilan du quinquennat mais à part le mariage pour tous, un progrès qui a aussi servi d'écran de fumée, et quelques droits sociaux octroyés, négociés avec Laurent BERGER et les siens, mais à chaque fois avec des reculs et des sacrifices plus importants que les avancées. On ne peut pas dire que le socialisme a pris son sens, et on ne peut laisser croire que la CFDT a obtenu de grandes conquêtes sociales.

Je voulais intervenir sur l'international... mais nous y reviendrons certainement dans notre débat d'actu, demain. Au titre du bilan du moment, nous pouvons souligner l'implication de la Cgt du Puy de Dôme, de certains syndicats ou certaines de nos UL, dans le soutien et l'implication dans les actions de soutien au Peuple palestinien, pour développer la campagne BDS, en appui aux manifestations à l'occasion de des bombardements sur la bade de Gaza. La Cgt du Puy de Dôme, c'est aussi un lien serré avec RESF et les associations locales qui recueillent, qui aident et qui plaident en faveur des réfugié-e-s et des sans-papiers, des femmes, des hommes, des enfants qui arrivent ici parce qu'ils ne peuvent vivre ailleurs... pas parce qu'on aurait une aide sociale humaniste, ou pour l'AME...

Dernièrement, dans une démarche unitaire avec FO, Solidaires, la FSU, l'UNEF et les lycéens, les longues semaines de lutte contre la loi Travail ont un caractère historique.

Les meetings, les formations, les manifestations contre la loi Macron ont permis de rassembler, de permettre à plus de monde de comprendre la gabegie qui se jouait. Mais les lois sont passées, faisant fi de la mobilisation qui exprimait un besoin de changement, mais qui n'a pas gagné la masse, qui n'a pas permis d'avoir un impact économique ou politique exerçant un rapport de forces pour faire varier les projets et les lois.

En plus de la trahison du peuple de gauche, ces choix de politiques libérales, austéritaires et de nouveau guerrière n'ont vraiment rien de gauche, encore moins elle ne relève du socialisme.

Tout cela a donné lieu à de nombreuses mobilisations sociales interprofessionnelles

Il est un constat à faire, tant sur les dernières réformes de retraites que sur les lois de dérèglementation du travail ou de désengagement de l'état dans les territoires, nous n'avons que peu de victoires franches à afficher au tableau sur les dernières décennies. En 95, ou en 2006 avec le CPE et le CNE par la suite... mais guère mieux, si ce n'est que notre organisation reste un rempart. Peut-être n'arrive-t-on parfois qu'à freiner les coups de butoirs, mais nos objectifs syndicaux restent identiques : rassembler, organiser les salarié-e-s sur la base de leurs nombreux besoins sociaux, organiser leur défense et leur esprit critique et revendicatif, dans le collectif syndical Cgt. À l'entreprise et plus largement sur les dossiers nationaux, c'est le rapport de forces, exercé par tous les moyens par la plus grande partie des concerné-e-s, ce que nous appelons l'action de masse et de classe, qui permettra de faire varier les choses.

Le moment politique est d'ailleurs propice. Positif ou négatif, ça dépend d'où pourrait venir la vague... Parce que la lutte des classes est bien réelle, notre syndicalisme, au sein d'une démocratie sociale, politique aussi, a toute sa raison d'être.

La réalité nous ramène à la dernière bataille d'ampleur, historique, la lutte contre la loi Travail.

En passant sur l'aspect inique de ce projet de loi socialiste, sur les balbutiements et les évolutions du projet de loi, grâce entre autres à la mobilisation de la CFDT, sur la pédagogie et la sur-pédagogie médiatico-politique, sur le déni de démocratie et le triple coup de force du 1^{er} Ministre Manuel Valls, il convient de rappeler que 70% de la population prétendait s'opposer à cette loi, plus d'1,3 millions de signatures en quelques jours sur la pétition de Change.org, et que la mobilisation s'est construite dans les secteurs professionnels, dans les territoires, avec la jeunesse.

Les grèves ont pu être construites dans de nombreuses entreprises sur les journées nationales interpro et unitaires avec FO, FSU, Solidaires, l'UNEF et les lycéens.

Les enjeux de reconductibilité se sont posés, peu se sont concrétisés et nous connaissons les raisons de ces difficultés à mobiliser, le coût de la grève, la répression,

Ce mouvement a été caractérisé aussi par l'émergence de mouvements, complémentaires, mobilisés sur les mêmes intérêts mais niant quelque peu la nécessité de s'engager dans ce que nous construisons, syndicalement... ou classiquement...

Le mouvement de Nuit debout à Paris et ses répliques partout en France ont permis de faire converger des forces qui ne se côtoyaient plus trop... de proposer des thèmes de discussions, pour dire non à la loi travail et non à leur monde.

D'autres mouvements comme la CARA, Cellule Anti Raciste d'Auvergne composée de quelques militants ont aussi joué un rôle dans la bataille, avec d'autres façons de faire, participant à nos diffusions, à nos AG... aux manifestations, aux actions de toutes sortes... Il s'avère que nous ne sommes pas tous convaincus par ce type d'organisation et par ces modes d'actions, que nous y préférons nos décisions collectives et rassembleuses, visant l'action de masse plutôt que le coup de poing. Même si en la matière, nos forces, comme récemment les salariés de la SEITA ou de CANDIA, la Cgt sait aussi s'organiser, construire les actions et faire le coup de forces.

Toujours sur la loi Travail, nous avons eu des boîtes en grève, et certaines y sont arrivées par nos actions sur le terrain, d'autres avec un ancrage des revendications à l'entreprise ont réussi à mobiliser sur la durée et sur toutes les dates de la bataille...

Des actions de blocage se sont construites un peu partout, en France, en Auvergne, et dans le Puy de Dôme. Là, dans ce moment, des visions différentes de l'action, étape par étape, ont abouti à des tensions, des divergences et même quelques

oppositions. Ces actions permettaient une visibilité supplémentaire, elles tentaient de toucher à des bases économiques, mais le capital a ses ressources, et sans la masse on ne peut l'affaiblir. Ces actions ont permis de déployer la votation citoyenne, belle action de la Cgt, mais ni ces actions, ni les autres initiatives dans les boîtes, n'ont permis d'élargir suffisamment pour construire une grève massive. Du soutien contre le projet, il y en avait et il y en a toujours sur la loi... mais de l'engagement et de l'action... c'est une autre paire de manches.

Quoi qu'il en soit, des points de vue différents, des actions différentes...

Nous avons eu aussi cette manifestation parisienne, le 14 juin, une réussite pour le mouvement social, Valls n'a pour autant rien entendu, sinon le bruit des grenades lacrymogène et autres armes de dispersion de la contestation. Beaucoup de choses ont reposé sur les UD... mais si permettre à un millier de manifestants auvergnats de rejoindre la mobilisation à la capitale a été une tâche ardue, nous pouvons être fiers d'avoir l'avoir bien réussie.

Localement, un climat revendicatif local a mis avant les revendications des salariés, souvent avec la Cgt au cœur, avec de nombreux articles, quasi quotidien dans le journal local, La Montagne couvrant les mobilisations dans les entreprises ou les bassins, sur le travail du dimanche, et comme l'a rappelé Salhia lors de son discours d'accueil.

- Cheminots pour les garanties collectives, pour l'emploi et le service ferroviaire, sur de nombreuses actions pour la sauvegarde de lignes, pour les questions de dessertes et de transports, plus largement avec des propositions et des exigences revendicatives en matière de ferroutage de marchandises pour réduire une part du transport routier, ... risques environnementaux, accidents...
- La bataille des camarades et salariés des ACC dans laquelle un membre du Bureau a particulièrement cravaché, mais toute la Cgt a suivi et soutenu quand il le fallait et quand chacun pouvait.
- Les salariés de la SEITA avec l'UL de Riom et les camarades du bassin, avec des échanges entre le syndicat, les salariés, les retraités, l'UD et la FD d'aller vers la création d'un comité de soutien pour élargir la mobilisation et unir les acteurs de la filière, en portant ce projet ou ce besoin évident de reprise par l'état de cette production qu'il ferait bon de garder, avec des enjeux de santé considérables et de progrès, et des enjeux économiques, pour le bassin de Riom et pour le pays. Mais la délocalisation, parce que c'est de ça qu'il s'agit fait rage. Et les prochaines décisions politiques pourraient encore aller vers le pire...

- CANDIA, une bataille née au cœur de la boîte, une délégation viendra à notre rencontre demain matin, mais cette lutte là, de 25 jours, victorieuse sur les revendications et sur la création d'une forte base syndicale devra être valorisée encore.
- Du côté de l'UL d'Ambert sur le dossier des SANOFI dernièrement, mais un petit écart dans notre vision du syndicalisme..;
- Sur UL St Eloy qui a avancé sur un projet collectif de mutuelle de territoire et les camarades mineurs retraités qui construisent eux, avec d'autres assos et personnalités, le projet de Centre de santé, au service de la population vivant dans un réel désert médical.

Des batailles se sont menées sur l'emploi, avec des disparitions de boîte comme Flowserve, des suppressions d'emplois dans les plans sociaux ou restructurations, chez Michelin, Trelborg, ... Mais ça ce n'est pas de la faute de la Cgt, ce n'est pas à mettre à notre bilan en tous cas et nos syndicats, dans les CE, avec les salarié-e-s, font ce qu'ils peuvent pour résister... mais la spirale continue et d'autres emplois sont menacés comme dans la Chimie, chez MSD ou SANOFI.

Toutes ces situations à l'entreprise conduisent aussi à une activité juridique de la Cgt sur des dossiers de licenciements abusifs ou sur des plans sociaux. Mais Domi, encore, en parlera plus précisément.

Il Impossible de citer toutes les luttes... mais nous avons des archives. Et pour mieux utiliser ces infos conséquentes, il nous faudrait l'appui de notre Institut d'Histoire Sociale, qui depuis le précédent mandat (en 2011) peut être félicité et fier de son activité, avec un gros travail de tri et de classement d'archives entassées; avec l'édition de livrets et plaquettes, des mémoires de militant-e-s qui ont pris de l'âge, ou qui nous ont quitté. Sans en faire ici le bilan, c'est l'occasion de nous féliciter de l'existence de l'IHS Cgt 63 et de faire en sorte de renforcer son action avec la participation des syndicats, à l'adhésion à l'institut mais aussi concrètement sur de cette activité militante, riche diverses, passionnantes et utile pour notre avenir.

Les 3 années derrière nous, à l'UD, sont aussi marquées par la vie de toute la Cgt, par quelques remous insupportables et par quelques rendez-vous internes où nous avons pu débattre, porter nos positions et prendre des décisions collectives guidant notre activité.

Je pense au 51^{ème} congrès confédéral à Marseille, les 13 et 14 Avril 2016, à notre Conférence des UL du 63, 1^{ère} du nom en Octobre 2016, à la Conférence régionale Auvergne Rhone-Alpes les 8 et 9 décembre à Mably...

Je pense aussi aux “dysfonctionnements confédéraux”, dite affaire Lepaon avec articles de presse, et des impacts dans la Cgt, en pleine campagne d’élections dans la Fonction Publique.

Ce fut une période difficile, avec des vécus différents dans la Cgt, mais l’UD, en tant qu’organisation du CCN a du prendre des positions, nationalement. Le climat à Montreuil et dans la Cgt dans cette période a été douloureusement vécu, ça a été mon cas en tous cas, assez profondément.

Avec la Confédération, ce sont aussi les réunions du CCN, rassemblant à minima 3 à 4 fois par an les Fédés, les UD, les Comités Régionaux et la CE Confédérale, 16 réunions de cet organe de direction de la Cgt qu’est le Comité Confédéral National se sont tenues, en plus de quelques réunions téléphonées d’ordre national. Sylvain et Dominique m’ont suppléé quand ce n’était pas possible pour moi, et vous pouvez retrouver le contenu et les interventions de chaque séance, dans le journal Le Peuple.

Toujours avec la Confédération, nous avons pu participer à quelques travaux des collectifs confédéraux, sur la Vie syndicale, sur la Communication, sur la Formation syndicale... mais avec nos moyens, il ne nous est pas possible de participer suffisamment à l’activité de la Confédération, on pourrait chercher à nous renforcer, dans les prochains mois, pour ce faire.

Nous avons aussi tenu notre comité Général, statutaire, en novembre 2015, initialement prévu en avril... mais reporté faute d’une participation trop faible des syndicats. Pas facile de rassembler tout le monde, mais notre démocratie sociale tient en nos fonctionnements, nos règles et nos rythmes statutaires.

Ce comité général, réunion à mi-mandat, a été l’occasion de compléter la CE, mais pas forcément à la hauteur des besoins de notre activité interprofessionnelle. Il se déroulait d’ailleurs quelques jours après la décision politique de placer le pays sous état d’urgence, et après aussi une AG exceptionnelle des syndicats le 9 juin et l’AG de rentrée du 20 septembre.

9 AG de l’UD ont été organisées, avec des actualités chargées à chaque fois... des participations variables, et des absents trop réguliers. Notre force réside dans notre nombre. Mais il nous faut aussi agir ensemble pour utiliser cette force, nos forces organisées pour rassembler, élever les consciences et organiser le rapport de force. Il ne faudrait pas céder au repli, à l’image de nombreux exemple dans le monde du travail ou dans la cité, ne pas céder au repli de nos syndicats, dans leur secteur ou dans leur entreprise.

Le mandat qui vient de s'écouler a certainement subi quelques reculs de ce genre, avec des causes diverses, des militants surbookés et d'autres qui pourraient en prendre un peu plus, des coups durs dans les boîtes.

Mais nous n'avons rien lâché, malgré les multiples embûches ou difficultés et avec l'énergie que l'on peut y mettre, nous n'avons pas à rougir de notre Cgt. La Confédération semble ragaillardie ces derniers mois, on en espère autant pour nos camarades des Fédérations, des UD et des UL. La Cgt du Puy de Dôme est connue, localement, par la population, par les médias, par les autres O.S. et par les salarié-e-s, comme une organisation combative, organisée et réactive, présente et offensive.

Enfin, j'ai déjà sûrement été trop long et il faudrait encore bien plus de temps pour rapporter ce qu'est la vie à la Maison du Peuple, pour l'UD et l'interpro, mais je peux vous dire que ce n'est pas une petite tâche que d'avoir à nommer des camarades sur des mandats, récupérer un peu de droit syndical ici ou là pour mener quelques activités, les relations et les décisions à prendre avec la Confédération, les FD et les autres UD, c'est aussi de la mise en réseau, pour répondre aux besoins des salariés et des 9000 syndiqués Cgt du 63, les réunions intersyndicales, particulièrement dans les moments de mouvements unitaires et interprofessionnels mais aussi en lien direct avec des actions professionnels ou à l'entreprise.

De nombreux collectifs, associations progressistes, culturelles n'hésite pas à faire appel à la Cgt, pour l'inviter ou pour des soutiens de toute sorte. Cette reconnaissance de la Cgt, sur le département, sa visibilité, son rayonnement nous permettent d'affirmer que la Cgt est et reste incontournable.

Nous ne lâcherons rien, ni personne et nous sommes toujours là.

Voilà, avec les compléments non négligeables que vont apporter Caro, Domi et Sylvain, l'UD c'est ça.

Et c'est sur ça que le débat doit porter jusqu'à midi, sur ce bilan et cette analyse de notre activité collective, du syndicat à l'UD en passant par les UL et les Unions ou Coordinations syndicales.

L'UD c'est l'Union des syndicats sur des objectifs communs que nous verrons dès cet après-midi avec le document d'orientations, l'union des syndicats dans les luttes dans la solidarité et dans la fraternité, à préserver tout le temps. L'union des syndicats aussi dans les réflexions et les débats, la vie démocratique de la Cgt qui permet encore une fois, de mettre en œuvre, par tous les bouts, notre démarche syndicale, pour une transformation sociale, pour la préservation et l'amélioration des garanties, universelles et solidaires, et par la mobilisation de masse, de notre classe, pour nos intérêts de classe, face aux possédants, dépossédants et dominants.

Je vous remercie de votre attention.